

Immigration
DES PAYS
RICHEs QUI SE
BARRICADENT

p. 6 et 7

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1726 – 10 août 2001 – prix : 9 F

Les patrons
s'enrichissent et licencient

LA LUTTE DE CLASSE
NE CONNAÎT PAS
DE TRÊVE

M 6189 - 1726 - 9,00 F



SOMMAIRE

Leur société

4 - L'insolence des grandes fortunes

- PDG : un siège éjectable ?

5 - Encore un convoyeur de fonds assassiné

- Sans-abri : la misère augmente

- La falaise s'écroule à Octeville

- Prix du bœuf en hausse

6 - Restriction du droit d'asile

- Lille : loterie administrative

- Régularisation des sans-papiers !

7 - Le « camp » de Sangatte

- Immigration clandestine

- Moez Mezalouat expulsé

- Sauver Mumia Abu Jamal

8 - Il y a 30 ans : la fin du système de Bretton-Woods

Tribune

4 - Les licenciés profitent des vacances, préparons leur rentrée

Dans le monde

12 - Afrique : la famine menace au Sahel... et ailleurs

- Belgique : justice « universelle », symbolique et gênante

- Côte-d'Ivoire : parodie de justice à Abidjan

Dans les entreprises

9 - Filature d'Hellemmes (Lille-Nord)

- La Poste (Orléans-Loiret)

10 - Hôpitaux de Paris (Beaujon)

- Peugeot Mulhouse

- Snecma Villaroche

11 - Chèque Postaux (Orléans - La Source)

Lire

11 - Mort de l'écrivain Jorge Amado

Derrière la place faite aux handicapés par Air France ou la SNCF

UNE SOCIÉTÉ DURE AUX HANDICAPÉS

Un couple d'aveugles, accompagné de leur fillette de trois ans, s'est vu refuser dernièrement la vente de billets d'avion par Air France pour « des raisons de sécurité ». Selon la réglementation, il fallait que l'enfant soit accompagné d'un adulte valide payant avec un billet demi-tarif.

Ce n'est pourtant pas la première fois que cette famille prenait un avion sur cette compagnie. Mais celle-ci justifie son refus par la mise en place d'un nouveau système dit Saphir, qui signifie (sans rire) « service d'assistance aux personnes handicapées, informations et réservations ».

Dans le cas de cette famille, derrière la question de sécurité invoquée vis-à-vis du grand public, ce qui n'apparaît que trop, c'est l'esprit qui préside aux décisions prises et à la façon de les appliquer. Car l'attitude d'Air France traduit avant tout un souci de rentabilité

affiché à longueur de journée vis-à-vis de son personnel et ses actionnaires comme dans ses publications internes.

Air France n'est pas la seule à agir de la sorte. La SNCF se targue, elle, d'être moins tatillonne dans l'accueil des handicapés, puisqu'elle garantit la gratuité de l'accompagnant. Sauf que les places prévues à cet effet sont réduites à leur plus simple expression dans les TGV : il leur est réservé... une place seulement par rame !

On est là très loin des services que devraient rendre les transports, dits pourtant publics, dont la fonction devrait être de transporter correctement les usagers, au-delà du coût social de l'opération.

Des services réellement publics devraient faire preuve d'une sollicitude particulièrement attentive à tous ceux que des situations données handicapent. Mais tel n'est pas le cas. Au contraire, les directions des services publics, et derrière elles les autorités gouvernementales de tutelle, poussent toujours plus dans le sens de la rentabilisation, du profit, exactement comme le font les entreprises privées.

Le sort réservé par Air France à cette famille - ou le litige, il y a un an, l'opposant à un client à qui elle voulait

faire payer place double étant donné son poids - est bien à l'image d'entreprises guidées par la seule préoccupation du profit et plus largement d'une société où il ne fait pas bon avoir un handicap quelconque.

Les grandes intentions, que des gouvernants affichent à ce sujet de façon aussi rituelle qu'hypocrite, restent le plus souvent lettre morte. Ce n'est pas seulement dans les transports, mais tous les jours, dans tous les domaines de la vie sociale que cela se manifeste : enseignement, logement, urbanisme, vie courante, accès aux services publics, etc.

Car cette société, dominée par le profit et conçue

pour en rapporter, n'est pas au service de la population dans toute sa diversité humaine. Elle a beau encenser l'individualisme (en fait, l'égoïsme des possédants), elle n'est pas au service des individus, et surtout pas de ceux qui, à un titre ou à un autre, se trouvent en position de faiblesse face à elle, et auxquels elle le fait sentir encore plus durement qu'aux autres. Alors, il n'est pas étonnant qu'elle se soucie comme d'un guigne des difficultés des handicapés. Ou, quand elle fait mine de s'y intéresser, qu'elle le leur fasse doublement payer, comme le rappellent ces tristes exemples.

Michel ROCCO

Il est justifié que les compagnies aériennes soient astreintes à des règles de sécurité rigoureuses... que certaines tournent d'ailleurs plus ou moins. Et il est scandaleux que les grandes compagnies utilisent ce fait pour chercher à réduire ces normes de sécurité en s'alignant, sans le dire, sur celles, minimales, qu'il s'agirait d'imposer aux plus petites compagnies qui, en ne les respectant pas, fausseraient la concurrence. Encore une fois, des questions de rentabilité, bien mal camouflées derrière des considérations de normes à respecter, sont prétextes, avec l'appui des autorités nationales, européennes ou internationales du transport aérien, pour aligner non pas vers le haut mais vers le bas ces normes de sécurité (par exemple, en termes de nombre de personnel en cabine et de formation de ce dernier).

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 9200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 46 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à : **LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « *Lutte Ouvrière* » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLÉMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Editorial

Les patrons

s'enrichissent et licencient

LA LUTTE DE CLASSE NE CONNAÎT PAS DE TRÊVE

■ C'est la trêve d'août, nous dit-on. Et pour tenter de la meubler, on essaye de nous amuser avec des images d'un Chirac bien bronzé, serrant des mains et embrassant des bambins à la sortie de la messe à Bormes-les-Mimosas. Ou encore avec celles des dirigeants Verts paradant, vélo à la main, le temps que les caméras les filment, et que les télévisions répercutent ces irrésistibles moments dans les foyers. Ces mises en scène s'inscrivent dans leur campagne pour les élections futures. Ça promet pour la suite ! Après tout, est-ce pire que la énième rediffusion du *Gendarme à Saint-Tropez* ou du *Gendarme se marie* ?

Malgré tout, cette trêve estivale, impatientement attendue par ceux qui ont trimé durant onze mois à l'atelier ou au bureau, est la bienvenue. Sauf que tout le monde n'a pas l'occasion d'en profiter pleinement. Une grande partie des milieux populaires, en effet, ne peuvent pas partir en vacances ou sont contraints de les écourter, faute de moyens. Sans oublier ceux qui ne disposent pas de congés parce qu'ils n'ont plus de travail, auxquels s'ajoutent ceux à qui on vient d'annoncer qu'ils allaient perdre le leur dans les semaines ou les mois à venir.

Car les capitalistes, les boursicoteurs de haut vol, ne connaissent pas de trêve dans leur dévastatrice entreprise de réduction des emplois. Aux plans annoncés durant ces derniers mois, chez Lu-Danone, chez Marks & Spencer, chez Moulinex, chez Philips, chez Bata, chez Alstom et dans bien d'autres entreprises, qui n'ont pas eu les honneurs des médias, se sont ajoutés depuis ceux que la presse a rendus publics dans les dernières semaines de juillet. Des centaines de milliers de licenciements supplémentaires ont été programmés, au niveau mondial, qui en annoncent malheureusement d'autres. Voilà l'avenir que nous promettent les capitalistes.

Il est indispensable de faire barrage, de donner un coup d'arrêt à cette déferlante.

Mais pour cela les travailleurs ne peuvent compter, bien évidemment, sur les dirigeants de la droite, qui font campagne au contraire pour que l'on allège plus encore les contraintes fiscales et réglementaires qui, à les entendre, pèseraient trop lourd sur le patronat.

A gauche, si l'on peut parler ainsi, Laurent Fabius tient un discours similaire. Le reste du gouvernement laisse son ministre des Finances jouer les francs-tireurs mais se garde bien de s'en démarquer. Tout au plus les entend-on parfois se plaindre et reprocher aux patrons de ne pas jouer le jeu. A l'exemple du président socialiste de la région Nord-Pas-de-Calais qui, à propos des filatures Hellemmes à Lille que leur riche PDG envisage de fermer, déclare qu'il faudrait que « *les choses se passent correctement dans un pays civilisé* ». « *Si l'entreprise disparaît, qu'elle disparaisse dans des conditions acceptables* », ajoute-t-il, « *sinon l'économie de marché n'a pas de sens* » (1). Mais le pays civilisé dont parle ce pontife du PS est entre les mains des capitalistes, qui organisent selon leur bon vouloir cette « économie de marché » dont ils fixent les règles à leur guise. Il serait naïf de croire que, si les choses vont mal pour les travailleurs – car pour les patrons, elles vont bien –, ce serait parce que les patrons ne seraient pas fair-play. Ce serait de la naïveté, si ce n'était pas pure hypocrisie.

Dès lors, pourquoi les patrons s'interdiraient-ils de licencier dans le seul but de provoquer une hausse de leurs actions en Bourse, ou de délocaliser leur production pour rechercher des situations qui leur permettent d'échapper aux contraintes de lois qu'ils considèrent trop lourdes, à la quête de travailleuses et de travailleurs dont l'exploitation sera

encore plus rentable pour eux ?

Que les notables du PS se plaignent du fait que le patronat n'aide pas le gouvernement socialiste à sauver les apparences, c'est la seule chose qu'ils puissent faire. Mais qui cela peut-il tromper ? Les patrons n'ont cure de ce genre de simagrées. Les salariés ne peuvent ignorer que les intérêts de leurs patrons et les leurs sont contradictoires et inconciliables.

C'est pourquoi ce qu'il faut, c'est que le monde du travail intervienne directement pour changer de façon radicale les règles de cette économie de marché qui les condamnent tantôt à subir l'exploitation, tantôt à être rejetés comme des rebuts, au chômage. Oui, il faut changer ces règles devant lesquelles les Jospin, les Fabius, les Guigou s'inclinent, manière pour eux de s'aplatir devant les patrons.

Il faut que la classe ouvrière impose l'interdiction des licenciements, en particulier dans les entreprises qui font des profits. Ce qui est le cas, entre autres, de toutes ces grandes entreprises qui ont annoncé des suppressions d'emplois.

Mais pour que les travailleurs puissent changer ces règles, il faut agir pour changer le rapport de forces entre le patronat et le monde du travail. C'est à cela que les militants de la classe ouvrière doivent œuvrer.

(1) Voir en page 9 notre article sur les filatures Hellemmes.

ATTENTION,

Notre journal *Lutte Ouvrière* ne paraissant pas vendredi 17 août, le prochain numéro sera donc celui de la semaine suivante, vendredi 24 août.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LES LICENCIERS PROFITENT DES VACANCES, PRÉPARONS LEUR NOTRE RENTRÉE

Après l'annonce des licenciements, les plans sociaux « nouveaux » arrivent. Fin juillet, le tribunal de commerce de Créteil a ainsi tranché sur l'avenir de la compagnie aérienne AOM-Air Liberté et il a choisi un repreneur parmi les divers candidats en présence. La compagnie est sauvée nous dit-on... mais pas les salariés puisque 1 850 emplois vont être supprimés sur 4 550 !

Ah la belle solution !

Ce qui n'a pas empêché Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, membre du Parti communiste, de se réjouir de ce choix. Et il s'est également trouvé, malheureusement, des syndicats pour s'y rallier.

Pour ceux-là, qu'importe 1 850 chômeurs de plus ou de moins ! Qu'importe que personne ne soit capable de dire si le nouveau patron d'ici quelques mois ne mettra pas à son tour la clé sous la porte en retirant son capital et si personne ne peut prévoir pour les seuls salariés maintenus en poste, combien de temps leur travail leur sera assuré. Qu'importe que ce prétendu sauvetage se fasse, pour ceux qui auront la « chance » de ne pas être jetés immédiatement à la rue comme des malpropres, au prix de sacrifices, de davantage de travail, de salaires amputés, comme le plan du repreneur le prévoit.

Les seuls dans cette affaire ayant de véritables motifs de pavoiser sont les anciens patrons, la Swissair et Marine Wendel dont Antoine Seillière, dirigeant du groupe – en même temps que porte-parole du Medef – est l'actionnaire principal. Après avoir investi dans ce qui devait devenir le « nouveau pôle aérien », un concurrent pour Air France, la société du « patron des patrons » a retiré ses capitaux en faisant une grosse plus-value et déclaré la compagnie en faillite. Avec pour conséquence la menace sur l'emploi de 5 000 salariés. Pour ces individus qui se donnent le droit de jouer avec la vie des travailleurs, seul le profit compte.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de toutes façons de bons plans sociaux. La presse écrite et audiovisuelle a relaté comment les ouvriers de l'entreprise Cellatex, qui avaient un moment menacé de faire sauter l'usine lorsque la fermeture avait été annoncée, après y avoir renoncé en échange de quelques engagements sur les indem-

nités de licenciements et quelques promesses de réinsertion, se retrouvent un an plus tard pour la plupart au chômage. De même pour le personnel de la brasserie de Schiltigheim dont plus d'un tiers n'a pas retrouvé de vrai travail un an après.

Difficile de se faire des illusions sur la réinsertion promise par les patrons au moment où ceux-ci essayent de désamorcer la colère des travailleurs. Lorsque des emplois sont proposés, ils sont la plupart du temps sinon « bidons », du moins plus précaires, plus mal payés, car les exploiters profitent du chômage pour imposer des conditions de travail dégradées.

Bien sûr qu'il vaut mieux lorsque des licenciements sont annoncés, se battre dans l'entreprise pour améliorer le plan social et essayer de faire payer au plus cher le patron qui veut mettre ses salariés dehors. Mais, surtout dans une période comme actuellement où les patrons multiplient les réductions d'effectifs, où le chômage officiel recommence à grimper, ce ne peut être suffisant pour nous travailleurs.

Si par la vertu de leur système de comptabilité, il s'avère que des entreprises déclarent des déficits ou des baisses de bénéfices, nous savons tous que l'argent a filé ailleurs, dans d'autres sociétés, dans la poche des actionnaires. Il n'y a pas de raison que les travailleurs fassent les frais de ce système. Il faut faire payer les patrons et interdire les licenciements. Et plutôt que de nous battre séparément, entreprise par entreprise, si nous nous y mettons tous ensemble, nous en avons les moyens.

Les patrons en cette période de vacances multiplient les annonces de licenciements en espérant nous préparer à accepter leurs mauvais coups. A nous de faire en sorte de nous préparer à leur infliger la riposte qu'ils méritent à la rentrée.

Après les différents mouvements qui ont déjà eu lieu dans les entreprises directement visées, et après la manifestation du 9 juin dernier, il faut d'autres manifestations d'ensemble, encore plus massives, pour imposer l'interdiction des licenciements.

Editorial des bulletins d'entreprise « L'Étincelle » de la Fraction du lundi 6 août 2001

Convergences Révolutionnaires numéro 16 (juillet-août 2001)
Un dossier « Révolte en Kabylie, révolte en Algérie » ; des articles sur « pourquoi pas une candidature LO-LCR ? sur la manifestation du 9 juin et la préparation d'une suite, sur la « loi de modernisation sociale », sur le positionnement du PCF, sur les mafias des entreprises de nettoyage...
Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Leur société

Fortunes

L'INSOLENCIE DES GRANDES FORTUNES

Est-ce pour compenser un temps souvent médiocre et nourrir à tout prix la rubrique de l'actualité heureuse ? Toujours est-il que la presse donne ces jours-ci des listes de grosses fortunes, mondiales pour le *Nouvel Economiste*, françaises pour *Challenge*. Et l'on peut constater que les charrettes de licenciements n'empêchent pas la bourgeoisie de s'enrichir. Tout au contraire.

Ne parlons pas de Bill Gates, qui reprend la tête avec une soixantaine de milliards de dollars, ni des grosses pointures : Américains, Japonais, etc. Pour nous en tenir aux patrons bien de chez nous, en tête, on retrouve M^{me} Bettencourt (L'Oréal), quinzième mondiale avec

15,6 milliards de dollars, qui a progressé de 164 % depuis 1996. Puis viennent Bernard Arnaud de LVMH (10,7 milliards, plus 340 %), François Pinault de Printemps-Redoute (6,3 milliards, plus 625 %). Ensuite c'est le tout-venant : Dassault, qui avec 5 milliards de dollars n'est que 65^e mondial, Bouygues (+481 %), Peugeot (+219 %), Michelin, Afflelou, Seillière et la famille Wendel (près de 5 milliards, mais de francs), etc.

Que ce soit pour leur montant ou pour leur progression, ces grandes fortunes bourgeoises sont autant de provocations pour les travailleurs, avec ou sans emploi.

V. G.

PDG UN SIÈGE ÉJECTABLE ?

Qui a dit que la contestation n'était plus à la mode ? « *Un vent de révolte souffle contre les rémunérations parfois astronomiques des grands dirigeants* », selon le *Journal du Dimanche*. Les plus visés seraient des patrons anglais : celui de Vodafone, par exemple, qui a empoché 70 millions de francs en un an, ou celui de British Telecom, 19 millions. Ils sont pourtant loin derrière leurs collègues américains : le PDG d'Apple a touché 3 milliards de francs en 2000.

Bien sûr, ce n'est un secret pour personne que les patrons ont des revenus plus que confortables, même s'ils baignent généralement dans un flou discret, malgré les prétentions du Medef à la transparence. En plus de leur salaire, de leurs primes et bonus divers, les PDG bénéficient d'avantages en nature de toute sorte. Résidence, personnel de service, voiture, transports, réceptions, vacances : pour eux, tout est payé par l'entreprise. Et le système des stock-options leur permet de multiplier encore leurs revenus.

Mais la contestation dont parle le journaliste ne vient pas des salariés, mal payés, précaires ou licenciés. Ceux qui protestent sont les actionnaires, ceux de sociétés dont la cote en Bourse s'effondre.

L'action Vodafone a chuté de 40 % cette année, celle de British Telecom de 50 % en un an. Ce n'est donc pas vraiment leur salaire qu'on reproche aux PDG, mais leurs performances boursières.

Tant que la cote monte, ils peuvent se sucrer sans retenue : les actionnaires, qu'ils enrichissent, n'y trouvent rien à redire. Ils sont même prêts à en rajouter, comme ceux de Marks & Spencer. L'annonce de 4 000 licenciements en Europe avait fait s'envoler l'action et leur avait valu de se partager un dividende de 20 milliards de francs. Ils n'ont pas mérogé et ont voté pour le PDG une prime de 8,5 millions de francs.

Mais lorsque le cours de l'action est en baisse, on cherche des poux dans la tête du PDG. Et on trouve toujours un « petit » actionnaire à lancer contre lui, pour lui reprocher d'être trop grassement rémunéré. Ce « petit », quand il existe vraiment, n'est que le paravent derrière lequel se cachent les gros, ceux qui possèdent et qui décident. Qui peuvent même décider de licencier le PDG (non sans confortables indemnités, tout de même). Car à quoi sert un larbin qui ne fait pas son boulot, leur ramener toujours plus d'argent ?

Vincent GELAS

Encore un convoyeur de fonds assassiné, mais les banques traînent à sécuriser leurs abords

Les convoyeurs de fonds ont fait une grève largement suivie, lundi 6 août, pour protester contre l'assassinat – un de plus – d'un de leurs collègues, la semaine dernière à Vénissieux. Ceux de la région lyonnaise appellent d'ailleurs à boycotter les quartiers considérés comme dangereux de l'agglomération.

Depuis cinq ans, seize convoyeurs de fonds ont été tués par des malfaiteurs au cours d'attaques similaires. En décembre dernier, suite à une grève massive, les pouvoirs publics et les donneurs d'ordre, essentiellement les banques et les grandes surfaces, s'étaient engagés à accélérer les travaux de sécurisation des « points

noirs », par la création, entre autres, de sas et de voies d'accès protégées, pour éviter aux convoyeurs de circuler à découvert.

Le décret de décembre dernier avait déjà attendu plus d'une année, et plusieurs convoyeurs tués, avant d'être publié. Mais à ce long délai s'en est ajouté un autre. En effet, les donneurs d'ordre ont jusqu'à 2002 pour sécuriser leurs abords et continuent à se faire tirer l'oreille pour effectuer les travaux indispensables, invoquant les coûts de telles opérations. Des coûts qui sont dérisoires comparés à leurs profits. Et comme si la vie avait un coût !

La lenteur avec laquelle se

font ces travaux inquiète d'autant plus les convoyeurs qu'avec l'arrivée de l'euro, des masses d'argent vont circuler dès cet automne et multiplier ainsi les risques d'agression.

Les assassins sont des crapules qui ôtent la vie d'un homme pour de l'argent. Mais les banquiers et les responsables des grandes surfaces ont aussi des morts sur la conscience. Et les pouvoirs publics, qui ne font rien pour imposer que les décisions prises soient appliquées sans délai, ont leur part de responsabilité, car cette passivité complice contribue à allonger la liste des convoyeurs victimes.

M. L.



AFP

SANS-ABRI: LA MISÈRE AUGMENTE

Avec l'été, il devient de plus en plus difficile pour les sans-abri de trouver un hébergement provisoire, surtout en région parisienne, et ils sont de plus en plus nombreux à devoir coucher dans les rues. Selon Médecins du Monde, qui vient d'installer une tente place de la République, à Paris, pour un accueil médico-social, il manquerait actuellement environ 900 places dans des structures d'accueil, dont 600 pour Paris.

Alors que des foyers d'accueil d'urgence sont fermés

l'été, que des hôtels qui hébergent les sans-abri gardent leurs places pour les touristes, des demandeurs d'asile viennent grossir le nombre de personnes sans logement, et sont hébergés dans des centres habituellement réservés aux SDF, dans le meilleur des cas, car des familles avec de jeunes enfants sont obligées de dormir dans la rue, faute de place pour les accueillir.

Dans les structures d'hébergement, les sans-abri pouvaient au moins dormir dans un lit, se laver

et recevoir quelques soins médicaux. Tout cela leur fait désormais défaut. Si le risque de mourir de froid n'existe pas l'été, d'autres problèmes sanitaires se posent : déshydratation, chocs thermiques entre les températures du jour et de la nuit, maladies de peau, malaises... Quant aux demandeurs d'asile ou aux sans-papiers, ils sont la proie « des marchands d'esclaves, des réseaux clandestins qui exploitent leurs bras ou leur tête pour un prix dérisoire », selon les organisations humanitaires.

Face à ce problème, la mairie de Paris répond que la solution n'est pas dans la mise en service d'hébergements provisoires, et qu'il vaut mieux orienter les crédits vers la construction de résidences sociales et se félicite qu'un millier de logements aient été créés dans la région parisienne depuis deux ans. Mais en attendant, ils ont été près de 30 000 sans-abri à avoir appelé le SAMU social de Paris l'an passé pour trouver un hébergement...

M. L.

EFFET BOEUF POUR LES GRANDES SURFACES ET LES ÉQUARRISSEURS

Alors que le prix payé aux éleveurs pour la viande bovine a considérablement diminué (d'environ 25 %, entre autres à la suite des révélations concernant la façon dont la crise de la « vache folle » avait été gérée), le prix auquel le consommateur l'achète n'a, en revanche, pas perdu un centime.

Comment cela se fait-il ?

Ce sont tout simplement les revendeurs qui empochent la différence, et en premier lieu les grandes surfaces évidemment. D'après le quotidien *Le Parisien* du 5 août, la grande surface réalise une marge de 16 F sur un kilo de viande à 75 F. Cela fait plus de 20 % de bénéfice. Si la vache est devenue folle, les requins des supermarchés, eux, n'ont pas perdu la boussole.

D'autre part, les taxes prélevées par l'Etat pour l'équarrissage ont augmenté, dans le but de financer les tests de dépistage de la maladie de la vache folle. Or, ce sont les patrons des sociétés d'équarrissage qui ont fabriqué la fameuse farine animale responsable de la catastrophe, alors même que les dangers étaient déjà connus. Mais ces derniers peuvent dormir tranquilles. On ne leur fait rien payer. Pire encore, indemnisés, ils n'ont rien à payer pour les tests. C'est l'Etat qui s'en charge... en faisant payer le consommateur.

Bref, dans cette histoire, supermarchés, équarrisseurs et Etat, copains comme cochons, savent tondre la laine sur le dos des consommateurs et des producteurs. De quoi prendre le mors aux dents !

Roger BERTRAND

Haute-Normandie

Irrespirable !

Depuis le début de l'été, le seuil de 180 microgrammes d'ozone par mètre cube d'air a été dépassé huit fois en Haute-Normandie.

Mais l'ozone n'est pas seul à empoisonner l'air normand. En 2000, le seuil d'information aux personnes sensibles et de réduction des émissions industrielles a été atteint une fois à Rouen et deux fois au Havre. Mais ce sont les banlieues industrielles qui sont le plus touchées, en particulier celle de Gonfreville-l'Orcher près de Harfleur, où le seuil a été atteint 8 fois, et celle de Notre-Dame-de-Gravenchon, 6 fois, avec un triste record de 19 fois à Petit-Couronne, près de Rouen. A chaque fois ce sont les usines pétrochimiques et chimiques qui ont

craché leur poison dans l'atmosphère. Car leurs rejets de dioxyde de soufre favorisent la pollution par l'ozone.

Il y a bien des voix pour réclamer la circulation alternée, dénoncer les méfaits du diesel – sans pour autant mettre en place les transports en commun nécessaires. Mais les protestations se font plus discrètes quand il s'agit de mettre en cause les principaux responsables des émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote dans l'atmosphère que sont les grands trusts de la pétrochimie et de la chimie, et pour leur imposer le respect de l'environnement. Les gros pollueurs ne sont pas ceux que l'on montre du doigt.

Octeville (Seine-Maritime)

La falaise s'écroule LA PLUIE N'EST PAS SEULE EN CAUSE

A Octeville, près du Havre, un pan entier de falaise s'est effondré samedi 4 août sur 250 mètres. 400 à 500 mètres cubes se sont écroulés sur la plage, heureusement sans faire de victime.

Depuis le début de l'été, c'est la troisième fois que des falaises s'effondrent dans cette zone, suite à la grande quantité de pluie tombée sur la région pendant l'hiver et le printemps derniers, ainsi qu'à la sécheresse d'une partie du mois de juillet. Mais pas seulement.

Car le phénomène a été aggravé par la disparition des galets qui protègent la côte crayeuse. En effet, avec la construction du terminal pétrolier d'Antifer près du Havre et celle des centrales nucléaires de Penly et Paluel, les courants de galets sont plus puissants et les galets du littoral normand se retrouvent en Picardie,

laissant la côte à nu. Une récente étude a démontré qu'il faudrait 95 ans pour que l'érosion des falaises reconstitue les quantités de galets nécessaires à la stabilisation du trait côtier. On peut réduire ce délai à 25 ans en transportant les galets de Picardie en Normandie.

Le recul des falaises est certes inéluctable, mais il est largement accentué par la construction des digues, en particulier celle du port d'Antifer qui ne sert plus à rien depuis la disparition des super-tanques. Les milliards qui ont été jetés à l'eau à cette occasion n'ont pas été perdus pour tout le monde. Et aujourd'hui ce sont d'autres millions qu'il va falloir dépenser pour réduire les méfaits de ces opérations menées sans que soit prise en compte la protection du littoral.

G. L.

LE DROIT D'ASILE DES RÉFUGIÉS DE PLUS EN PLUS RESTREINT

On pourrait croire qu'il s'est agi, à Lille, du dérapage d'une préfecture sous les ordres d'un haut fonctionnaire trop zélé. Il n'en est rien. Loin d'être l'exception, cette attitude est plus fréquente et tend à devenir la règle dans bien des préfectures du pays. Consignes et ordres viennent d'en haut. En France, la restriction du droit d'asile est une réalité depuis plusieurs années. C'est une politique voulue par le gouvernement Jospin.

Certes les pratiques sont différentes d'un département à l'autre. Certaines préfectures appliquent la réglementation avec « tolérance », d'autres avec rigueur comme en Seine-Saint-Denis, par exemple. Dans ce département de la banlieue parisienne, la préfecture met systématiquement des bâtons dans les roues à tout candidat au droit d'asile, jouant de l'arbitraire administratif, demandant de plus en plus de papiers, même non officiels.

Ailleurs, les délais d'attente s'allongent considérablement, de six mois en règle générale à neuf mois à Marseille, voire dix-huit mois selon certaines associations non gouvernementales, et ce sans que le réfugié ne reçoive ni statut légal ni aide

matérielle de la part des pouvoirs publics.

Une circulaire ministérielle de septembre 1991 a modifié la réglementation et a supprimé l'autorisation de travail liée au permis de séjour des demandeurs d'asile. Cela pousse les réfugiés « vers les filières de travail clandestin et la prostitution », affirme le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU qui, en mars dernier, a critiqué, dans un rapport, la politique d'asile de la France, relevant le « manque de garanties légales offertes aux demandeurs d'asile », dénonçant « les difficultés et les refus d'enregistrement de plus en plus fréquemment constatés », notamment aux aéroports par la police des frontières. Ainsi, aux aéroports, pas de formulaire pour les réfugiés, pas d'information sur leurs droits, pas ou peu d'aides linguistiques, pas d'aides juridiques pour les chanceux admis en zone d'attente, tandis que les autres sont laissés en zone internationale, en vue d'être réexpédiés vers leur pays d'origine.

L'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) ne compte plus les milliers de dossiers en attente sans que rien ne soit fait pour résorber ce retard, tandis que le droit d'asile est accordé au compte-gouttes, voire à la tête du client. A tel point que la Commission de recours des réfugiés (CRR) a annulé près de 10 % des décisions de l'Office accordant le statut de réfugié à 1 800 personnes dont la demande avait été

déboutée par l'Ofpra.

Tout en prétendant « aider » les réfugiés, le gouvernement refuse de mettre en place une véritable politique d'accueil digne de ce nom. Face au nombre croissant des demandeurs d'asile, qui a été multiplié par deux ces dernières années (20 000 en 1997, 40 000 en 2000), il n'existe en France que 6 300 lits pour les héberger, tandis que selon le plan de construction du ministère de l'Emploi et de la Solidarité... 500 lits supplémentaires sont prévus d'ici la fin de l'année. L'Etat a pris langue avec la Sonacotra pour 1 000 places d'accueil de plus. Mais des places inadéquates selon les associations, qui soupçonnent l'Etat d'avoir voulu faire des économies.

En refusant d'améliorer les conditions d'accueil des réfugiés, d'assouplir la législation existante sous prétexte de ne pas créer un « appel d'air », selon les propres termes du gouvernement Jospin (à savoir « ouvrir » la porte aux réfugiés du monde entier), et surtout en leur fermant les portes, celui-ci condamne, en attendant, des milliers d'hommes et de femmes, des familles entières avec leurs enfants, à se débrouiller par leurs propres moyens pour se nourrir, se vêtir, se loger. Ces milliers de réfugiés qui avaient pensé trouver en France un havre de paix ou une terre d'accueil doivent déchanter et viennent ainsi grossir les rangs des sans-domicile-fixe.

René CYRILLE



Demandes d'asile à Lille LOTERIE ADMINISTRATIVE

La file d'attente s'allonge démesurément le lundi matin à l'entrée de la préfecture annexe de Lille, en vue d'être l'un des 60 élus à avoir le droit de déposer un dossier de demande d'asile territorial. On ne peut même pas écrire « heureux élus », car la procédure dure huit mois avant que l'administration réponde, alors que ceux qui se présentent à ce guichet ont fui leur pays, pour ne pas y laisser leur vie menacée par la police ou par le terrorisme.

Les responsables de ce service ont alors eu l'idée géniale d'organiser une loterie pour tirer au sort les 60 élus, sur les 200 et quelques tickets distribués, « afin d'assurer l'équité la plus totale » et ne plus « cautionner le trafic » de la revente de certains de ces 60 billets gagnants.

Ces responsables de l'ad-

ministration préfèrent cautionner la réduction de l'ouverture des guichets de quatre à une seule matinée par semaine et le maintien d'un effectif ridiculement faible de neuf fonctionnaires (après triplement, paraît-il !).

Devant l'indignation que cette attitude a soulevée, la préfecture est revenue en arrière sur le tirage au sort. Mais c'est loin d'être satisfaisant. Il faut que ce service rouvre ses portes au moins autant qu'avant, qu'il y soit affecté plus de personnel, mais surtout que la mobilisation impose la levée des restrictions à l'émigration et à la régularisation des sans-papiers qui en ont fait la demande. Car ce que cherche la préfecture de Lille, c'est à limiter l'accueil des réfugiés, en limitant les possibilités administratives de dépôt et de traitement des dossiers.

POUR LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS

C'était il y a cinq ans, le 23 août 1996. Les gardes mobiles expulsaient 314 Africains sans papiers réfugiés à l'église Saint-Bernard à Paris depuis plus de deux mois. Les sans-papiers voulaient la régularisation de leur situation et la suppression des lois Pasqua-Debré.

Les dirigeants socialistes d'alors étaient dans l'opposition et se déclaraient solidaires des sans-papiers face à la droite au gouvernement. Mais, portés au pouvoir moins d'un an plus tard, les socialistes n'ont pas tenu leurs engagements vis-à-vis des travailleurs immigrés que des lois iniques avaient transformés en sans-papiers. Ils n'ont pas pris la mesure de régularisation générale qui s'imposait. Ils ont mis en place un système de régularisation, sur examen des dossiers déposés par les sans-papiers, qui a abouti à la régularisation provisoire de quelque 80 000 sans-papiers et au rejet de quelque 63 000 cas. Or, parmi les « papiers » délivrés, la plupart cor-

respondaient à des vignettes d'un an renouvelables mais qui ne permettent même pas aux immigrés de sortir de la précarité. Par ailleurs les mesures législatives, en particulier celles prises en mai 1998, n'ont pas remis en cause l'essentiel des lois Debré et Pasqua que les dirigeants de la gauche prétendaient combattre.

Alors, aujourd'hui les sans-papiers en sont réduits à mener des combats difficiles pour rappeler que leur problème n'est pas réglé. Les dirigeants du Parti Socialiste, pleutres devant la droite et la partie de l'opinion réactionnaire et xénophobe, font la sourde oreille à des revendications qu'ils estimaient justifiées cinq ans plus tôt.

Parmi les travailleurs immigrés sans papiers certains refusent de baisser les bras. Au cours de ces cinq années, ils ont multiplié les mouvements, les manifestations, malgré trop d'indifférence et de passivité.

La Coordination Nationale appelle à une manifestation nationale, le 25 août, à 14 heures, place de la République à Paris.

LUTTE OUVRIERE se joint à leur appel.



Lors d'une précédente manifestation des sans-papiers à Paris.

Sangatte
(Calais - Pas-de-Calais)

LE CAMP RETRANCHÉ DES LIENS TRANS-MANCHE

La situation risque de devenir explosive dans cette petite commune à l'ouest de Calais où débouche le tunnel sous la Manche. Les milliers de réfugiés, qui ont tout quitté dans leurs pays et veulent rejoindre l'Angleterre, viennent buter sur de véritables fortifications militaires protégeant les accès aux ferries et aux navettes ferroviaires.

Certains politiciens et des habitants désignent le centre d'hébergement de Sangatte, géré par la Croix Rouge, comme principal responsable du problème. Ce centre accueille en moyenne un millier de réfugiés, qui restent là quelques jours ou plusieurs semaines. Pourtant les commerçants de Sangatte sont obligés de reconnaître qu'il n'y a pratiquement aucun acte de délinquance commis par ces réfugiés et qu'ils payent leurs achats.

La presse a monté en

épingles les affrontements qui ont eu lieu mi-juillet entre réfugiés kurdes et afghans. Mais elle n'a guère évoqué la manifestation du vendredi 27 juillet où 250 réfugiés, en grande partie afghans et kurdes, réclamaient « la liberté d'émigrer en Angleterre ».

La société Eurotunnel aurait déjà dépensé 30 millions de francs pour transformer le terminal ferroviaire du tunnel en camp retranché, avec dix kilomètres de barbelés à lames de rasoir, projecteurs, vigiles avec chiens et bientôt miradors. La réfection de la clôture, régulièrement cisailée, reviendrait à 80 000 F par semaine. Et le pire semble-t-il – pour Eurotunnel – ce sont les interruptions de circulation imposées pour déloger les réfugiés des camions embarqués sur les wagons auxquels ils se sont accrochés lorsqu'ils démarraient ou sur lesquels ils ont sauté, malgré les risques d'électrocution par les caténaires.

Plusieurs réfugiés ont déjà laissé leur vie en tentant de terminer leur long périple pour tenter de quitter la misère de

leur pays.

Tant que les riches pays occidentaux continueront à exploiter les pays pauvres et à

y entretenir directement ou indirectement des guerres, les marchands de barbelés prospéreront aussi.

Immigration clandestine Ceux que la misère pousse à tout risquer

Seize immigrants roumains, dont neuf enfants, ont été découverts, le 3 août, en gare de Waterloo à Londres, cachés sous un wagon de l'Eurostar. C'est la deuxième fois que des immigrés sont ainsi retrouvés en Grande-Bretagne sous ce train venant de France.

Le fait qu'il s'agisse d'un train européen de « prestige », l'Eurostar, souligne jusqu'à la caricature le caractère inhumain d'une société européenne croulant sous la richesse de ses classes possédantes et où les damnés du continent, ou venus de plus loin encore, doivent affronter les dangers d'un trajet épuisant, à quelques centimètres au-dessus des rails, dans l'espoir de trouver du travail. Ou, tels onze immigrés du sous-continent indien découverts le même jour, de

ce côté-ci de la Manche, dans un camion à Calais, risquer de périr étouffés, comme des dizaines de malheureux Chinois, voici quelques mois.

Certes, à Calais, la police a arrêté la conductrice du camion et son accompagnateur. Ils seront probablement même condamnés. Mais pas les employeurs qui, dans toute l'Europe, profitent, en la surexploitant, de la main-d'œuvre des pauvres parmi les pauvres. Ni d'ailleurs ces gouvernements, de droite comme de gauche, tel celui de Jospin, qui, en refusant de régulariser ces immigrés, les condamnent à la clandestinité et en font ainsi les proies désignées des passeurs sans scrupules, des marchands de sommeil et des patrons de tout poil.

P. L.

MOEZ MEZALOUAT EXPULSÉ VICTIME DE LA DOUBLE PEINE

Moez Mezalouat, 26 ans, était attendu le 31 juillet à sa sortie de prison pour être conduit sous escorte au centre d'Arenc, à Marseille, avant d'être expulsé vers la Tunisie, pays qu'il a quitté à l'âge... d'un mois, pour aller vivre à Gennevilliers.

Dealer au Luth, Moez a été condamné plusieurs fois pour « infraction à la législation sur les stupéfiants ». Il a été condamné à plusieurs peines de prison « pour une durée cumulative de quatre ans et 6 mois », précise le préfet dans une lettre au sénateur et à la maire adjointe de Gennevilliers.

A la suite de sa dernière peine en avril 2000, il exprime le souhait de changer de vie en rompant avec son passé de délinquant. Il intègre la Régie de quartier du Luth en septembre, d'abord en faisant des travaux de nettoyage de la

voirie puis, sur proposition de cette structure de réinsertion professionnelle, il accompagne des personnes âgées dans leurs difficultés de la vie quotidienne.

Pour prendre du champ avec son quartier d'origine, il loge au Foyer de Jeunes Travailleurs, signe un contrat « d'objectifs » avec le club de prévention qui suit son évolution.

Tout semble donc bien se dérouler. A tel point que la commission préfectorale statuant sur les expulsions donne, au mois de novembre 2000, un avis défavorable à son expulsion.

Mais, le 8 février 2001, le ministère de l'Intérieur en décide autrement. Il prend un décret de reconduite à la frontière faisant fi de la nouvelle situation.

Après un contrôle d'identité le 8 mars dernier, Moez est

convoqué au commissariat le lendemain, se débat pour ne pas être expulsé immédiatement et reprend 6 mois de prison pour « rébellion et violence sur personne dépositaire de l'autorité publique ».

Un comité de soutien pour sa non-expulsion se met en place à Gennevilliers. Une pétition demandant l'annulation de cette procédure recueille un millier de signatures. Des lettres de ses collègues et du directeur du foyer, n'ignorant rien de son passé, mais témoignant de sa volonté de réinsertion, sont envoyées à la préfecture. Enfin, une manifestation est organisée devant la préfecture le 4 mai dernier. Une manifestation est organisée devant la préfecture le 4 mai dernier, et une intervention a été faite au Conseil municipal pour demander à la mairie d'intervenir en sa faveur, ce

qui fut effectivement fait.

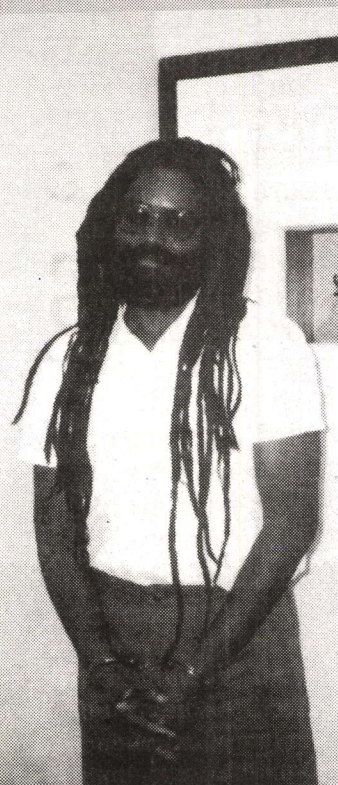
Mais le 31 juillet, dans le cadre de la surenchère « sécuritaire », Moez est expulsé.

C'est révoltant. D'abord parce que Moez Mezalouat a déjà purgé sa peine et qu'on lui en applique une autre, alors que, de plus, il fait partie de ceux qui, désirant se réinsérer, peuvent représenter un atout dans les situations de tension des banlieues.

Et surtout parce que cette double peine impose à Moez de retourner dans un pays où il est certes né, mais dont il ignore tout. C'est en France qu'il a grandi, qu'il a été à l'école, qu'il a vécu, c'est dans les conditions de la société française dans ce qu'elle a peut-être de pire, ses ghettos de banlieue, qu'il est devenu un « délinquant », qu'il a purgé sa peine, qu'il s'est réinséré. C'est ici qu'il doit vivre !

M. B.

**VENDREDI
17 AOÛT
MANIFESTONS
NOTRE SOUTIEN
À
MUMIA ABU
JAMAL**



Depuis des années les défenseurs de Mumia Abu Jamal exigeaient que ce journaliste noir américain, accusé du meurtre d'un policier qu'il n'a pas commis et condamné à la peine de mort en 1982, à la suite d'un procès truqué, puisse comparaître à nouveau devant la justice. Cette demande d'audience, longtemps rejetée, vient d'être acceptée. Vendredi 17 août, les avocats de Mumia pourront défendre devant la juridiction d'appel la requête de 300 pages qu'ils ont déposée pour prouver son innocence et justifier sa libération. Selon les dernières informations données par le MRAP, Mumia pourra comparaître en personne devant le tribunal de Philadelphie, dans l'Etat de Pennsylvanie. Le Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu Jamal organise à Paris, ce même vendredi un rassemblement : le 17 août à 18 heures, place de l'Opéra. LUTTE OUVRIERE appelle à y participer.

Il y a 30 ans LA FIN DU SYSTÈME DE BRETTON-WOODS

Le 15 août 1971, le président américain Richard Nixon annonçait la fin de la convertibilité du dollar en or. Au-delà de ses aspects monétaires, cette mesure marquait la fin de l'ordre économique mondial imposé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par l'impérialisme américain victorieux. Surtout, elle marquait le retour du marché mondial à l'instabilité économique et monétaire qui l'avait dominé pendant l'entre-deux-guerres, instabilité qui ne s'était « résolue », si l'on peut dire, que par la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale.

Cet ordre économique mondial de l'après-guerre remontait aux accords de Bretton-Woods, signés le 1^{er} juillet 1944 dans la ville américaine du même nom, par les représentants de 44 pays sous l'égide des USA. Le système dit « de Bretton-Woods » qu'il mit en place consacra la domination mondiale de l'économie américaine. Il fit du dollar la clé de voûte d'un système monétaire dans lequel chaque monnaie se vit attribuer un taux de change fixe par rapport au dollar, tandis que le dollar lui-même devenait la seule monnaie convertible en or, c'est-à-dire dotée d'une valeur arbitraire fixe en or reconnue sur toutes les places financières. Pour consolider le tout, des institutions furent mises en place pour fournir aux pays en difficultés des prêts destinés à éviter tout ce qui pourrait menacer la stabilité de l'ensemble : c'est ainsi que virent le jour le Fonds Monétaire International et l'ancêtre de l'actuelle Banque Mondiale.

Ce cadre institutionnel facilita par la suite le redémarrage de la production et du commerce dans les pays dont l'économie avait été par-

tiellement ou totalement détruite par la guerre. Les centaines de milliards de dollars du plan Marshall, à partir de 1947, y furent pour beaucoup, même si en même temps ils permirent aux grands trusts américains de bénéficier du pactole d'un marché qu'ils étaient seuls à pouvoir approvisionner. Mais rien de tout cela n'aurait été possible sans le rôle prédominant attribué au dollar par le système de Bretton-Woods.

Mais du même coup, la stabilité de ce système reposait entièrement sur celle de la monnaie qui en était le pivot. Or le dollar, bien que devenu monnaie universelle par la grâce de Bretton-Woods, n'en demeurait pas moins la monnaie d'un Etat. Et l'Etat américain ne se montra pas plus responsable que ses homologues européens dans sa politique monétaire. Tout comme la France et les autres, il fit marcher la planche à billets au profit de ses trusts, mais sur une tout autre échelle.

En particulier la politique de grande puissance de l'impérialisme américain, d'abord au travers de l'armement de Taïwan contre la Chine de Mao Tsé-toung puis dans la guerre de Corée et surtout celle du Vietnam, prit une telle ampleur que les dépenses militaires de Washington finirent par représenter la moitié de son budget.

La masse des dollars en circulation dans le monde augmenta dans des proportions fabuleuses, au point que dès le début des années 1960 la convertibilité du dollar en or au taux officiel commença à faire figure de fiction. Tandis que l'inflation augmentait aux USA, comme d'ailleurs pratiquement partout ailleurs, la spéculation monétaire revint au goût du jour, sous la forme d'une ruée sur l'or. Ce mouvement spéculatif menaça de vider les réserves des banques centrales, y compris aux USA. A la fin des années 1960, la situation avait déjà atteint un seuil critique. Diverses tenta-



tives américaines visant à endiguer la spéculation par une mise en commun des réserves d'or des banques centrales tournèrent court. Et ce fut pour éviter la banqueroute du système de Bretton-Woods que Nixon dut mettre fin à ses jours « en douceur » par sa déclaration d'août 1971.

On connaît la suite. Privées de leur lien fictif avec l'or, les monnaies apparurent pour ce qu'elles sont réellement : des armes dans la guerre économique que se livrent les bourgeoisies rivales. Les trente années suivantes virent se succéder des fluctuations plus ou moins brutales entre monnaies flottant les unes par rapport aux autres, reflets de rapports de force économiques, et de dévaluations « compétitives » destinées à damer le pion aux impérialismes concurrents.

Mais surtout, les soubresauts qui avaient mis à bas le système de Bretton-Woods n'étaient en fait que l'expression monétaire de la crise générale de l'économie capitaliste, brièvement suspendue pendant la période de reconstruction et de reprise de la consommation dans les pays riches qui avait marqué l'après-guerre. Le marché mondial se trouvait de nouveau engorgé par l'anarchie de la production capitaliste. En 1973, cette crise éclata

sous la forme d'une récession générale et, trente ans après, ce sont toujours les hauts et les bas de la même crise que nous subissons.

Cette période de stabilité ne fut donc qu'un intermède circonstanciel rendu possible par les conditions créées par la Seconde Guerre mondiale. Mais, tout comme les bourgeoisies veulent imposer aujourd'hui aux classes laborieuses de payer les frais du maintien de leurs profits, elles firent payer alors aux mêmes classes laborieuses les frais

de cette stabilité artificielle, par le biais, en particulier, des bas salaires et de l'inflation. Contrairement à ce que peuvent dire certains, y compris à gauche, les travailleurs n'ont donc pas lieu de regretter cette stabilité-là. Tout au plus le souvenir des 26 années de l'après-guerre est-il là pour rappeler que, même réglementé, le système capitaliste reste au service des exploités et que c'est ce système qu'il faut abattre.

P. B.

LUTTE DE CLASSE N° 59 (été 2001)

Au sommaire :

- France
Les travailleurs face aux licenciements collectifs
- Italie
Berlusconi, un retour bien préparé par les gouvernements de centre-gauche
- Grande-Bretagne
Main basse sur les retraites des travailleurs
- Etats-Unis
La déréglementation du marché de l'électricité en Californie, ou le retour de la bougie à l'heure de la « high tech »
- Tribune de la minorité
Contre les licenciements : la manifestation du 9 juin et ses suites

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

Filature d'Hellemmes (Lille-Nord)

UN PATRONAT SANS SCRUPULES

Depuis la liquidation judiciaire prononcée le 22 juin dernier, la filature Hellemmes à Lille est occupée par le personnel.

Pour le moment, seuls 22 salariés sur les 123 devraient être reclassés dans une des autres entreprises du groupe Mossley dont dépend cette filature. Les 101 autres seraient licenciés sans plan social, avec les seules indemnités conventionnelles, au mieux 18 000 F, alors que la moyenne d'âge est de 48 ans, que beaucoup ont 20 ans de présence dans l'usine et qu'après 20 ans de travail ils ne touchaient que 5 800 F de salaire mensuel ! Ils seraient seulement pris en charge un certain temps par une cellule de reclassement... Mais comment retrouver un travail à cet âge-là !

Pendant des décennies les patrons de la filature ont accumulé d'importants profits sur le dos des salariés. Et il y a dix ans, le groupe Mossley, premier cotonnier en France avec 36 sociétés, majoritairement détenue par famille Meillassoux, a racheté la filature. Mais maintenant la famille Meillassoux a décidé de délocaliser en Turquie et en Afrique du Sud.

Damart, principal client avec 52% de la production achetée en 2000 (64% du chiffre d'affaires), a décidé de ne plus pas-

ser commande à la filature d'Hellemmes, ce qui a motivé sa liquidation. Mais il est probable que Damart continuera à acheter ses fils au même fournisseur, mais dans d'autres pays, justement là où Mossley vient de se délocaliser...

La municipalité PS d'Hellemmes (commune associée à Lille) a apporté son soutien aux salariés licenciés, comme de nombreux élus du PCF, notamment des communes du Pas-de-Calais d'où viennent quotidiennement une partie des salariés. Michèle Demessine, secrétaire d'Etat au Tourisme et adjointe PCF à la mairie de Lille, a apporté son soutien, ainsi que celui de Martine Aubry : « C'est ce genre d'actes (du groupe Mossley) qui mettent en péril l'action que mène le gouvernement », a-t-elle déclaré.

Sauf que « l'action que mène le gouvernement » ne s'oppose pas à l'égoïsme patronal, bien au contraire, elle l'encourage et le facilite. Le nombre d'entreprises privatisées par ce gouvernement, dont les salariés se retrouvent encore plus directement sous la coupe du patronat, et la loi des 35 heures de Martine Aubry, qui a donné les moyens aux patrons de flexibiliser les horaires de travail et d'exploiter un peu plus leurs salariés, le prouvent largement.

Une manifestation de cent vingt salariés de la filature et de militants syndicalistes a rencontré Daniel Percheron, le nouveau président PS de la Région Nord-Pas-de-Calais. Il a lui aussi affirmé son soutien aux licenciés et dénoncé à son tour la politique de la direction de Mossley, qui ne respecterait pas « l'esprit et la lettre » du « Plan Régional Textile Habillement » signé en fin 2000 par D. Meillassoux lui-même, vice-président de l'Union des Industries Textiles (et aussi par tous les syndicats de la branche).

Ce plan prévoit d'accorder 530 millions de francs sur trois ans aux patrons du textile de la région pour leur permettre d'accroître leur compétitivité, compétitivité qui implique de reconverter les travailleurs des entreprises textiles qui fermentaient. Les licenciements étaient donc prévus dans ce plan, par les patrons du textile comme par les responsables du PS. Mais devant les travailleurs licenciés M. Percheron choisit de jouer les indignés en demandant « que les choses se passent correctement dans un pays évolué : si l'entreprise disparaît, qu'elle disparaisse dans des conditions acceptables ». « Sinon, l'économie de marché n'a pas de sens ». Le bon apôtre ! Ce qui n'a pas de sens, c'est de croire que les

patrons auraient une parole et respecteraient leur signature, et de croire à la bonne foi de ce politicien !

Les ouvriers et ouvrières de la filature d'Hellemmes exigent une prime supplémentaire de 300 000 F, ce qui est bien un minimum pour atteindre la retraite avec un peu moins de difficultés. Mais pour le PDG du groupe Mossley, M. Mazingue, « le groupe n'est pas assez solide pour supporter un tel effort »,

alors qu'il a les moyens d'investir dans de nombreux pays. « Nous préférons organiser des reclassements en liaison avec la direction départementale du travail ». Traduisez : ils préfèrent abandonner au bon vouloir de l'Etat les travailleurs sur lesquels ils ont bâti leurs fortunes.

Cette fermeture est un exemple de plus de la nécessité d'interdire les licenciements dans ces groupes qui réalisent des profits.

Les rapaces de l'industrie et de la politique

Dominique Meillassoux, président de la Fédération des Industries Cotonnières, est aussi vice-président de l'Union des Industries Textiles. C'est le bras droit de Guillaume Sarkozy, PDG des Tissages de Picardie et président de l'UIT, et frère de Nicolas Sarkozy, un des responsables du RPR, et animateur de la campagne du Medef pour faire sauter encore plus de lois sociales et de protections des salariés.

Ainsi Guillaume Sarkozy demande la diminution des charges sociales patronales,

la déréglementation du travail, la réduction de l'influence des syndicats et des frais de fonctionnement alloués aux comités d'entreprise, l'assouplissement de la législation sur les plans sociaux et les suppressions d'emplois... Il prétend qu'« à force de verrouiller à l'excès les sorties, on a bloqué les entrées en contrat ». Il réclame « une révolution des esprits pour que l'on ne considère plus l'emploi comme une donnée intangible ».

La Poste (Orléans-Loiret)

Des réorganisations au détriment du personnel et des usagers

Il y a un peu plus d'un an, les services de la poste centrale d'Orléans ont été coupés en deux, et la distribution (qui regroupe près de 200 personnes) a été transférée à la périphérie de la ville. Cette réorganisation a été justifiée par la direction au nom d'une plus grande efficacité.

Nous nous sommes retrouvés dans des locaux certes neufs (loués à une société privée), mais trop exiguës : pas assez de positions de travail, des vestiaires trop petits... Sans compter qu'il n'y a plus de possibilité de res-

tauration à proximité, ce que ne remplace pas un malheureux distributeur de sandwiches.

Cette dégradation de l'environnement de travail a été de pair avec une réorganisation des tournées et du tri du courrier, là encore au détriment du personnel. Par rapport à la charge de travail, le syndicat CGT estime actuellement à 17 le nombre d'agents manquants. Ce qui aboutit à accroître encore la précarité, car ce sous-effectif est comblé par des CDD et CDI (embauchés aux conditions du

secteur privé), dans une proportion de 20% de l'effectif à ce jour.

Par ailleurs, le tri effectué par les facteurs en début de service ne porte plus sur 6 à 9 secteurs de tournée différents, comme auparavant, mais désormais sur 63 – autant de secteurs à mémoriser, ce qui rend le travail plus difficile.

Des retards de 2 à 3 jours dans la distribution du courrier ne sont pas rares. D'un quartier à un autre de la ville, une lettre peut mettre jusqu'à 4 jours pour

parvenir à destination !

En comparaison, les entreprises qui ont passé contrat avec La Poste voient leur courrier acheminé en priorité, d'un bout à l'autre du pays, y compris la publicité. On se retrouve donc avec des situations aberrantes, où le courrier attendu par les usagers est laissé de côté, tandis qu'on remplit nos sacoches de publicité qui finira à la poubelle.

Dans ce fonctionnement à deux vitesses, la direction refuse de créer trois tournées lettres supplémentaires réclamées par

les facteurs, alors qu'elle trouve les moyens de créer trois tournées motorisées pour les lettres et paquets des entreprises. Quant aux paquets des particuliers, ils restent en souffrance.

La Poste voudrait nous voir toujours plus productifs et plus flexibles. Il n'y a que quand on déballe pour mettre le holà à ces pratiques que la direction se souvient du service public : c'est vraiment se moquer du monde !

Correspondant LO

Hôpitaux de Paris

Régime sec pour l'été

L'EXEMPLE DE L'HÔPITAL BEAUJON

Déjà pas très brillante en temps normal, la situation dans les hôpitaux de Paris prend des allures inquiétantes pendant la période estivale. Car les congés annuels viennent s'ajouter à la pénurie chronique de personnel. Pour l'administration de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), la solution est vite trouvée, d'autant que cela rejoint les impératifs budgétaires : elle ferme des centaines de lits en juillet et août. 20% des 25 000 lits de l'AP-HP ont été fermés l'an dernier, et 8,5% de plus sont programmés cette année.

Ainsi à Beaujon, hôpital situé à Clichy, dans la banlieue nord-ouest de la capitale, 140

des 530 lits doivent être supprimés durant l'été, alors que le nombre de patients qui se présentent ne faiblit pas. Avec la fermeture de nombreux cabinets de médecins de ville et cliniques privées, c'est même tout le contraire qui se produit. Alors on entasse les malades comme on peut et où on peut, et le personnel doit faire face, dans des conditions de travail déplorables.

Ainsi, en maternité, toujours à Beaujon, certains jours il y a jusqu'à trois femmes hospitalisées pour une IVG ou un curetage dans des chambres prévues pour deux personnes. Et les week-ends, c'est la débâcle. En suite de couches, il n'y a qu'une infirmière pour s'occuper d'une salle de 15 femmes et même pas d'aide-soignante prévue sur les plannings. Quant aux aides-puéricultrices, l'encadrement n'en a prévu que deux par jour durant le mois d'août. Résultat, il y a jusqu'à 40 bébés pour deux personnes de jour, et parfois pour une seule personne de nuit. Comme si les nouveaux-nés

nécessitaient moins de soins la nuit !

Dans ces conditions, le personnel craque car, outre les soins apportés aux nouveau-nés, il faut également procéder aux examens, remplir les dossiers, répondre au téléphone, expliquer aux nouvelles mères les mesures d'hygiène, les précautions à prendre, etc.

La situation ne vaut guère mieux en pneumologie. Une salle a été fermée durant les vacances, mais trois lits d'hospitalisation de jour ont été basculés sur l'hospitalisation traditionnelle. Certains jours, jusqu'à 5 patients sont accueillis dans ces « lits ». Et certains administrateurs de garde imposent, la nuit, des urgences dans ces lits !

Le week-end, le service de fibroscopie bronchique étant fermé, c'est à l'aide-soignant du service que l'on demande, en cas d'urgence, de désinfecter le matériel en plus de son travail. Or, il n'est pas rare qu'au mois d'août, cet aide-soignant se retrouve seul pour s'occuper de deux salles.

Le respect des impératifs budgétaires prend parfois des allures délirantes. En rognant par tous les bouts sur les dépenses de santé, le gouvernement et la direction de

l'AP-HP jouent non seulement avec les nerfs du personnel, mais ils rabaisent la qualité des soins et mettent sciemment les malades en danger.

Snecma Villaroche (Seine-et-Marne)

COUP DE COLÈRE DES NETTOYEUSES

La semaine du 30 juillet au 4 août a été agitée parmi le personnel de la société Penauille, société chargée du nettoyage sur le site de Villaroche.

Plusieurs assemblées du personnel et manifestations ont eu lieu, et surtout deux jours de grève totale de l'équipe du soir.

Cela a commencé le lundi 30 juillet, quand celles qui renaissent de congés, au lieu de retrouver leur poste habituel, se sont vues affectées à une équipe volante, car « il n'y aura pas de CDD cet été pour remplacer les absents (zéro le soir et très peu en journée) », leur a-t-il été dit.

Du coup les surfaces à nettoyer se trouvaient augmentées. Les chefs leur ont expliqué qu'il s'agissait du premier volet d'un plan d'économies qui vise à obtenir un gain de productivité de 20%. Les autres mesures prévues étant le non-remplacement des départs, la poursuite de la réorganisation des postes et la fixation des congés et des jours de réduction du temps de travail en fonction d'un planning établi par la hiérarchie.

Cela fait plusieurs années que les patrons tentent d'appliquer ce type de mesures et que la charge de travail augmente en même temps que les effectifs diminuent.

Cette fois, les patrons essayaient de profiter de la période des congés pour faire

passer en force leur plan, de concert avec la direction de Snecma, puisque le chantier est mis en appel d'offres et que le service achats de Corbeil, qui gère les contrats avec les entreprises sous-traitantes, veut obtenir une baisse des coûts de 20%.

Cette nouvelle étape a été ressentie comme une agression, surtout en cette période de préparation de la privatisation de la Snecma qui ne cesse d'annoncer des superprofits.

La colère des nettoyeuses a éclaté dans l'équipe du soir. En fin de semaine, après deux jours de grève totale, la direction de Penauille s'étant concertée avec la direction Snecma cédait sur l'essentiel : plusieurs personnes retrouvaient leur poste, les places étaient réorganisées comme le souhaitaient les grévistes, neuf CDD seront en renfort en journée en août, et le plan de réduction des coûts afin de gagner 20% de productivité est repoussé. La direction des services généraux de Villaroche se déclarant même contre un tel plan. Un arrangement a été trouvé pour qu'il n'y ait pas de perte de salaires pour les heures de grève.

Il faut dire que le mécontentement gagnait l'équipe de jour, qu'entre-temps les grévistes avaient commencé à s'adresser au personnel Snecma, et que les principaux responsables tant de Penauille que de Snecma voulaient partir en vacances tranquilles.

Correspondant L.O.

Peugeot (Mulhouse)

UN ÉTÉ POURRI

Cette année, pour la première fois, l'usine reste ouverte au mois d'août. Cette organisation « non stop » a été mise en place, d'après la direction, afin d'honorer les commandes de 206.

En attendant, les victimes, c'est nous.

Préparé depuis deux ans, ce « non stop » n'a pas été une surprise. En 1999, Peugeot cherchait des volontaires pour faire tourner l'usine une semaine au mois d'août. En 2000, trois semaines de congés au lieu de quatre ont été imposées à tous au mois d'août. Aujourd'hui, c'est la totale avec ce « non stop ».

Avec un certain culot, la direction et les syndicats signataires de l'accord (FO, CFTC, CFDT et CGC) nous disent que

ce sera la première année de libre choix.

LIBRE CHOIX POUR QUI ?

Ce libre choix avait une première limite : pas plus de 25% du personnel absent en même temps. Ensuite, nous devions obligatoirement poser trois choix parmi des blocs de trois ou quatre semaines imposés par Peugeot. Par exemple, on ne pouvait pas prendre quatre semaines en juillet ou en août. Il y avait obligatoirement une semaine à cheval. Le tout accompagné de pressions et de chantages, pour que chacun accepte la proposition qui arrange le chef.

Exiger la fermeture en août : c'est sur cette revendication qu'une centaine d'entre nous se sont mobilisés en débrayant. On n'a pas réussi à faire reculer la direction, mais cela a encoura-

gé beaucoup d'entre nous à rester fermes sur leurs dates de vacances et à refuser de faire trois choix, pour n'en faire qu'un seul, le nôtre.

Après avoir obtenu son choix ou se l'être fait imposer, en ce mois d'août, la pilule passe très mal. Déjà, par le « non stop », ce sont les journées les plus chaudes et les plus belles qu'on doit passer à l'usine. En plus, la direction nous a volé ce plaisir des derniers jours de travail, ces quelques jours proches de la libération, où on se fait des petites bouffes, où on apporte des gâteaux, quelques bouteilles, pour fêter l'événement avant le concert de klaxons du départ. Là, c'est le départ et le retour des copains en catimini. On ne sait plus qui est où. Tandis que les uns reviennent dégoûtés dans la chaleur étouffante de l'usine, les autres partent et ainsi, nous pouvons ne pas nous voir pendant huit semaines.

Correspondant L.O.

Chèques Postaux (Orléans La-Source)

ENCORE UNE BELLE PAGAILLE

Fin juin, la direction décidait la fabrication des carnets en euros au centre d'Orléans-La-Source. En pleine période de vacances, sans moyens et sans effectifs supplémentaires, cela s'est traduit immédiatement au service des impressions de carnets et des commandes de carnets par un retard considérable. Le mécontentement des clients ne s'est pas fait attendre. La majorité des titulaires de compte voulaient disposer d'un carnet en francs avant leur départ en vacances. Incapable de nous faire sortir la production à La Source, le travail était sous-traité à Epinal, histoire que le client patiente encore 15 jours de plus.

De nombreuses pannes informatiques se greffant là-dessus, nous avons dû subir chaque jour de plus en plus d'appels téléphoniques. Entre ceux qui recevaient quatre carnets et d'autres rien, c'était la panique tout le mois de juillet. Et ce n'est pas fini.

Mais cela ne suffisait pas à nos directeurs zélés. Ils ont eu le culot de faire établir de nouvelles normes pour l'autorisation des découverts sur les comptes. Ils ont fait expédier en juillet des milliers de lettres aux clients pour les avertir que leur autorisation à découvert allait changer. Autant dire que tous les clients dont on baisse le découvert ont réagi de façon virulente par téléphone.

Alors nous aussi nous avons réagi. Nous nous sommes rendus une fois de plus dans le bureau du directeur. Etant en vacances, c'est le directeur par intérim qui a dû répondre. Cela tombait bien, il rentrait tout reposé de ses vacances. Comme à chaque fois il a balbutié, pour ne rien dire.

Nous savons qu'avec le passage à l'euro les appels téléphoniques vont encore se multiplier. Beaucoup d'employés disent ne plus pouvoir supporter les sonneries incessantes de téléphone, alors que dans le même temps on nous demande de traiter de plus en plus de dossiers. Ceux qui ne sont pas encore partis ont les nerfs à vif et ceux qui rentrent déclarent avoir perdu le bénéfice de leurs vacances dès la première semaine.

En plus du manque d'effectifs chronique, tout le monde se demande si les directeurs font exprès d'innover dans les programmes informatiques pendant les vacances. Dans les services on rame et il n'y a pas un grand chef à l'horizon. Ceux qui sont là se terrent dans leur bureau. Alors depuis des mois et des mois nous allons régulièrement les réveiller.

Devant leurs mines déconfites, on se déstresse et cela nous soulage.

Correspondant LO

SNCF

RENTABILITÉ NE RIME PAS AVEC SÉCURITÉ

En décembre 2000, l'Institut national de l'environnement et des risques industriels (Ineris) remettait à la SNCF un rapport mentionnant des risques mortels encourus par les voyageurs du TGV Méditerranée en cas d'incendie dans le tunnel de Marseille, long de 8 kilomètres. Près de 2 600 scénarios catastrophes étaient dressés.

Aujourd'hui que ce rapport et les risques décrits reviennent sur le devant de l'actualité, la SNCF répond que toutes les mesures de sécurité possibles ont été prises, conformément aux études d'Ineris ainsi que d'autres organismes du même type, même si le tunnel ne dispose toujours pas d'un système de désenfumage et de ventilation pour protéger les passagers en cas d'incendie. Car, a expliqué le directeur général de la SNCF, Guillaume Pépy, tout a été mis en œuvre pour que le TGV ne puisse être bloqué

dans le tunnel en cas d'incendie, mais poursuive sa route dans un sens ou dans un autre, afin de sortir rapidement du tunnel avant de procéder à l'évacuation des voyageurs.

«La SNCF n'aurait jamais pris un risque quelconque sur le système TGV», soulignait le directeur général, notant qu'il n'y a jamais eu, jusqu'à présent, aucun accident mortel de circulation de TGV.

Pourtant, il ne faut pas oublier que, depuis la mise en fonctionnement du TGV Méditerranée, il y a eu beaucoup plus d'un TGV bloqué pour une raison ou pour une autre, entre Marseille et Paris. Et surtout, on sait que les critères de rentabilité et de profit pèsent dans les calculs des dirigeants de la SNCF et du gouvernement.

De là à penser qu'on ne peut pas leur faire totalement confiance, il n'y a qu'un tout petit pas...

L. P.

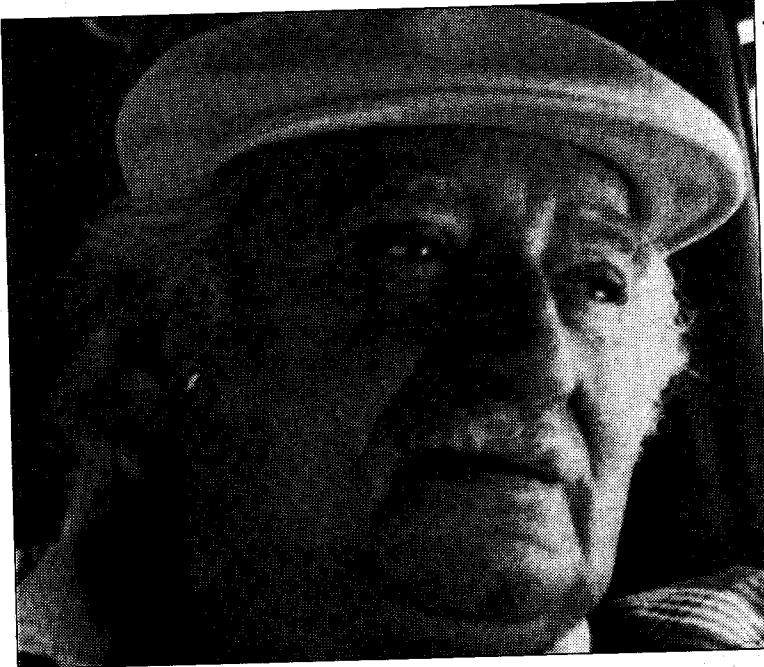
Mort de l'écrivain Jorge Amado peintre de la société brésilienne

Jorge Amado est mort, lundi 6 août, au terme d'une carrière de romancier de près de soixante-dix ans.

Il était né en 1912 au Brésil, près d'Ilheus, centre de la zone du cacao, dans l'Etat de Bahia, au nord-est du pays. Après *Le pays du carnaval* écrit en 1931, il consacra une série de romans à la culture et à l'exploitation du cacao (*Cacao, Terre violente, La terre aux fruits d'or*), au petit peuple de Bahia (*Suor, Bahia de tous les saints, Mar morto, Capitaines des sables*) et aux terribles sécheresses qui ravagent périodiquement la région du Nordeste du Brésil (*Les chemins de la faim*).

Au début des années trente, Amado se rapprocha du Parti Communiste Brésilien, à l'initiative d'un mouvement anti-impérialiste, qui se manifesta en 1935 par un soulèvement armé qui fut écrasé. Le Parti Communiste s'orienta vers une politique de Front populaire, d'alliance électorale contre «les capitalistes antinationaux», comme Amado les appelle dans son roman *La terre aux fruits d'or*, politique qu'il approuva. Mais, dans ce pays exploité par l'impérialisme, ce fut en fait une dictature policière qui s'installa et Amado connut la prison et l'exil.

Il en revint pour appuyer la politique pro-Alliés de Staline. Après la Seconde Guerre mondiale, durant la brève période de légalité du PC (interdit en 1947), il fut député communiste. Puis ce fut à nouveau l'exil, en France, en Union soviétique (où il reçut le prix Staline en 1951) et en Tchécoslovaquie, exil adouci par le



succès mondial de ses livres, édités et promus en particulier par tous les partis stalinien.

Un certain nombre de romans d'inspiration stalinienne (parfois crapuleusement antitrotskyistes) reflètent les engagements d'Amado durant cette époque : *Le chevalier de l'espérance, l'ABC de Castro Alves* et les volumes des *Souterrains de la liberté*.

Deux ans après la mort de Staline, en 1955, Amado rompit avec le PC, retourna au Brésil, devint un personnage quasi officiel, membre de l'Académie des lettres en 1961 et, malgré son passé, épargné par la dictature militaire, au pouvoir à partir de 1964. Sa production romanesque, extrêmement abondante (*Tereza Batista, Tieta d'Agreste, La bataille du Petit Trianon, Gabriela girofle et cannelle*, etc.), se fit alors moins sociale, privilégiant le pittoresque, avec des personnages marginaux et truculents, et le folklore religieux du vaudou brésilien.

Depuis la fin de la dictature militaire en 1985, Amado était devenu l'écrivain officiel, fréquentant les palais présidentiels et gouvernementaux, ambassadeur culturel du régime à

l'étranger, s'affichant avec Mitterrand et Jack Lang. De sa période stalinienne, il avait gardé une attitude faite à la fois de mépris amusé et de méfiance politique vis-à-vis de la population. Sa vision de la politique, du militantisme et même de la société, porte la marque profonde de ce passé, de ses schématismes, de son «réalisme socialiste» et de ses mensonges. Un stalinisme avoué, revendiqué, qui a conduit Amado, dans son livre *Les souterrains de la liberté*, à se faire l'apologiste servile du Parti Communiste Brésilien de 1937, colporteur des pires calomnies contre les trotskystes. C'est sans problème qu'il a, couvert d'honneurs, intégré la bonne société brésilienne, au point que dans l'un de ses ouvrages récents, *Tocaia grande*, il présente les gros planteurs de cacao comme des éléments de progrès, oubliant le sang et la sueur des travailleurs qui firent leurs fortunes.

De son œuvre, il faut donc surtout retenir les romans qu'il écrivit avant 1946, alors qu'il s'attachait à décrire la vie des travailleurs des plantations ou des grandes villes, dénonçant les injustices et la misère.

V. G.

Afrique

Le Sahel représente une bande de plusieurs milliers de kilomètres de long et de quelques centaines de kilomètres de large, au sud du Sahara, englobant le Sénégal, la Gambie, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, sans oublier le Tchad et le Soudan. Ces pays sahéliens comptent parmi les pays les plus pauvres de la planète. Depuis plusieurs mois, la plupart d'entre eux sont de nouveau menacés par la sécheresse et les pénuries alimentaires, dont les conséquences risquent d'être catastrophiques.

Quatre pays du Sahel sont particulièrement touchés : Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie. Comme en 1968, 1973, 1984, la famine menace de provoquer des milliers de morts si rien n'est fait. Pour fuir la sécheresse, des milliers de familles paysannes quittent les terres arides pour se réfugier en ville. L'une des raisons qui expliquent cette situation tient évidemment aux conditions climatiques chroniques de ces pays arides. Le déficit pluviométrique a entraîné une baisse importante de la production des pâturages. Les grandes mares

sahéliennes, au nord du Burkina Faso, par exemple, où viennent s'abreuver les troupeaux de bovins et d'ovins, tendent à se raréfier, tandis que le déficit céréalier rend de plus en plus difficile la période de soudure (entre mars et août) pour des dizaines de milliers de familles de paysans pauvres. Conséquence de la sécheresse : le prix des céréales augmente à une vitesse vertigineuse. Au Burkina, le gouvernement a mis sur le marché des céréales à un prix réduit de 85 F les 100 kg ; mais bien des familles démunies ne peuvent se payer le moindre sac.

Cependant, l'aide alimentaire européenne comme celles des gouvernements qui achètent des céréales et les revendent à bas prix apparaît bien dérisoire au regard des besoins réels : combler le déficit céréalier et subvenir à l'alimentation des populations sahéliennes. Au Niger, 35 % de la population, dans un pays qui compte à peine 10 millions d'habitants, pourraient être ainsi touchés par la famine. Après avoir nié pendant des mois la gravité de la situation, le gouvernement vient de lancer un appel au secours. Au Tchad près d'un million d'habitants, soit près d'un sixième de la population, seraient exposés au risque de famine si rien n'est fait

dans les prochains mois.

Mais la météo n'explique pas tout. Les agriculteurs et les éleveurs du Sahel sont confrontés à d'autres problèmes quotidiens, qui donnent une dimension catastrophique aux moindres aléas climatiques : permanence de la guerre au Soudan, où la clique militaire au pouvoir affame les populations du sud du pays, dysfonctionnement des structures agricoles au Burkina, détournement des fonds d'aide européens au Tchad pour acheter du matériel militaire.

Aider les populations en difficultés qui risquent de mourir de faim ou de soif est le cadet des soucis des dictatures locales. Cette sécheresse était prévisible. Depuis plusieurs mois déjà, associations humanitaires et population avaient alerté les autorités des différents pays. Mais les gouvernements n'ont rien fait, ou presque rien, parant tout juste au plus pressé pour aider les populations concernées, cela avec la complicité des puissances impérialistes qui, par multinationales interposées, menacent de famine ou pas, continuent de piller les richesses naturelles des pays sahéliens, uranium et phosphates au Niger, coton au

Tchad, au Burkina et au Mali, tout en convoitant les réserves pétrolières découvertes récemment au sud du Tchad.

Cependant, le spectre de la famine ne touche pas seulement les populations pauvres du Sahel, il menace d'autres régions en Afrique de l'Est (Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie). En Zambie, ce sont deux millions de personnes qui sont aujourd'hui directement affectées par la famine à la suite des inondations du début de l'année. Sans évoquer le pays sinistré, endetté, au bord de la crise qu'est l'Angola, ravagé par la guerre civile depuis plusieurs décennies. Ou encore la Sierra Leone où la guerre entretenue par les multinationales et les États voisins autorise tous les pillages notamment des richesses diamantifères, laissant l'économie exsangue et la population affamée. A en croire un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 60 millions de personnes, dans 33 pays, dont 16 pays d'Afrique subsaharienne, auraient été confrontées à des pénuries alimentaires d'intensités diverses.

Pourtant, aider les populations

d'Afrique menacées par la famine n'est pas un problème insurmontable pour notre société. L'Europe ne souffre d'aucun déficit céréalier, ses silos regorgent de blé, et les Etats-Unis encore moins. Ce n'est pas l'argent qui manque non plus, puisque 1 500 milliards de dollars circulent journellement de Bourse en Bourse, au gré des intérêts des actionnaires. Voilà qui permettrait de pallier à bien des déficits climatiques et de faire face à bien des catastrophes qui ne sont pas seulement naturelles !

René CYRILLE

Côte-d'Ivoire

PARODIE DE JUSTICE À ABIDJAN

Huit gendarmes, accusés d'avoir participé à un massacre dans un quartier populaire d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire, viennent d'être acquittés « pour faits non constitués ».

Après les élections présidentielles d'octobre dernier, un escadron de gendarmerie soutenant le président nouvellement élu, Gbagbo, s'en était pris aux habitants du quartier de Yopougon, majoritairement de l'ethnie dioula, celle de l'ex-Premier ministre Ouattara qui avait été interdit de candidature, commettant brutalités et assassinats. Un charnier de 57 corps avait été découvert plusieurs jours après.

Des familles de victimes qui voulaient se porter partie civile ont vu leur demande rejetée. Au cours du procès, des témoins (dont deux survivants du massacre), par crainte, ne se sont pas présentés. En revanche sont venus témoigner un policier blessé par les manifestants et des habitants qui n'avaient « rien vu, rien entendu ».

Ce procès fut, comme le plus souvent, une parodie de justice. Et le fait que le procureur militaire de Côte-d'Ivoire vient d'annoncer le dépôt d'un pourvoi en cassation contre l'acquiescement des accusés ne constitue nullement une garantie. Il est rare de voir les soutiens de l'ordre établi jugés pour leurs exactions envers la population, même dans les pays dits démocratiques. Il n'y a qu'à voir le temps qu'il a fallu à un Papon pour être jugé pour ses crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale, ou les tortionnaires de l'armée française en Algérie, qui n'ont même jamais été inquiétés.

Belgique

Une « loi relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire » a été adoptée en Belgique en début 1998. Un sénateur libéral en est le principal auteur et elle a été adoptée à l'unanimité par le Sénat et sans débat par la Chambre.

Cette loi prévoit la « compétence universelle » des juges belges, ce qui signifie qu'une plainte est recevable par un juge à Bruxelles, quel que soit le lieu du crime, quelle que soit la nationalité de son auteur et quelle que soit la nationalité de la victime. Cette loi ne permet pas d'invoquer, pour s'y soustraire, la « nécessité militaire » et aucune immunité n'est attachée à la qualité officielle d'une personne, notamment celle des chefs d'Etat.

C'est cette loi qui a permis de condamner quatre génocidaires rwandais et, à cette occasion, de remettre ce génocide sur

le devant de l'actualité. A cette réserve que les condamnés n'en étaient pas les principaux responsables et que cela concernait le Rwanda, une ex-colonie, un petit Etat africain sans poids international. Quant aux principaux responsables, les dirigeants des Etats belge et français, ils n'ont pas été mis en cause.

Une plainte devant la justice belge a été déposée contre le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, par vingt-trois survivants des massacres commis contre des centaines de réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila, en septembre 1982 au Liban. Ariel Sharon, commandant alors en chef de l'armée israélienne qui venait d'envahir le Liban et protégeait les milices de l'extrême droite chrétienne libanaise qui ont commis ces massacres, en a été directement responsable. Et il ne s'en cache pas.

Et là, c'est une tout autre affaire ! Israël n'est pas une ancienne colonie belge ! Certes, la plainte a été déclarée recevable par les juges, l'instruction est donc entamée. Et même si l'on a peu de chances de voir un jour Ariel Sharon finir ses jours en prison, comme ses exactions à la tête de l'armée israélienne contre le peuple palestinien le justifieraient, un juge pourrait avoir la bonne idée de le faire arrêter lors d'une visite en Belgique, ne serait-ce que pour lui poser quelques questions, comme c'est arrivé au PDG français du groupe Schneider, Didier Pineau-Valencienne, gardé douze jours en détention préventive à Bruxelles en 1994 ! Cela ne changerait rien au cours de l'histoire, mais cela aurait au moins une valeur symbolique.

Israël a répliqué par toute une campagne de presse contre le pouvoir belge et se préparerait à attaquer Yasser Arafat devant la même juridiction. Un député

du Likoud (le parti de Sharon) déclare vouloir mettre en cause la royauté belge pour « avoir fait déporter 8 000 Juifs belges vers les chambres à gaz durant la Deuxième Guerre mondiale ».

D'autres plaintes contre des chefs d'Etat sont par ailleurs déclarées recevables, contre Saddam Hussein et le président ivoirien Gbagbo.

Si tous les dictateurs de la planète se retrouvaient publiquement mis en accusation et les généraux galonnés jugés pour leurs massacres, les juges belges seraient débordés... Ils ne pourraient même plus instruire toutes ces affaires avec le sérieux qui sied... C'est d'ailleurs un des arguments qu'avancent sans rire certains commentateurs qui proposent, avec une bonne partie des ministres belges, de réviser cette loi pour en restreindre le champ d'intervention.

Histoire d'assurer un peu plus la tranquillité des responsables du terrorisme d'Etat, passés ou à venir.

Une justice « universelle »

MÊME SYMBOLIQUE, ELLE GÊNE